

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**Département de l'Eure**

Délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge  
Séance du 19/01/2026

Date de convocation : 08/01/2026

Effectif légal du conseil de communauté : 69

Nombre de délégués en exercice : 69

Le 19 janvier 2026 à 16 heures et 30 minutes, s'est réuni à Lieurey, le conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge légalement convoqué, sous la présidence d'Hervé MORIN.

Etaient présents : E. VIQUESNEL - P. BUCAILLE - JL. HIE - F. JOURDAN - G. LARCHER - P. CAUCHE - S. HUNOST - N. THURET - R. LAFFAY - V. LEBOCY - MP. LEBLANC - C. VILLEY - M. CARON - R. LEGAY - H. MORIN - JN. JOUBERT - P. LEGROS - P. MARMION - D. TREFOUEL - T. PARREY - F. HUREL, suppléant de J. DUVAL - M. MORDANT - A. VALENTIN - G. SEBIRE - C. CARDON, suppléant de JP. ELOU - C. VERKINDER - M. PARIS TOUQUET - P. TOUZE - F. DELABRIERE - M. DESCHAMPS - P. LEROUX - G. LAINEY - S. BREMS - JC. TESTU - F. LESIMPLE - G. DELAVAZE, suppléant de B. LAUNAY - D. DELABRIERE - J. ENOS - M. LAUNAY - F. CHARTIER - J. DUCLOS - J. GARANCHER - JC. BEAUCHE - JC. QUESNOT - E. LEROUX - S. DUVAL - J. HAMELET - J. DORLEANS - C. THILLAYE - AM. ROELEN - J. LESAULNIER - JF. DRUMARE - J. SMITH, suppléant de C. LEFEBVRE - R. PEUFFIER - JP. CAPON - C. FAMERY - M. BREQUIGNY - J. VAREA-NAVARRO - H. RICHARD - LECUYER - V. CAREL - MA. RABEL.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

C. JOUAS ayant donné pouvoir à M. PARIS-TOUQUET

G. PARIS ayant donné pouvoir à M. BREQUIGNY

MF. LARROUELLE ayant donné pouvoir à J. VAREA NAVARRO

Absents excusés : JC. TOUTAIN - K. TILMANT - C. MESNIERES - JP. FAUVILLE - J. DUVAL - JP. ELOU - B. LAUNAY - L. VERMEULEN - C. LEFEBVRE.

Délibération n° 2026/001

---

**URBANISME**

**Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Lieuvin Pays d'Auge**  
**Périmètres Délimités des Abords (PDA)**

Le Code du Patrimoine offre la possibilité d'adapter le périmètre de protection de 500 mètres autour des Monuments Historiques en créant un périmètre délimité des abords. L'article L. 621-31 du code du patrimoine prévoit la possibilité de créer des périmètres délimités des abords (PDA) sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), mais également sur

proposition de l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Ce Site Patrimonial Remarquable (SPR) et le Périmètre Délimité des Abords se substituent à la multiplicité des anciens rayons de protection de 500 mètres autour des monuments historiques.

Lorsque le PDA est proposé par l'ABF, cette proposition est soumise à l'accord de l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme. Un PDA doit être principalement envisagé dans les cas suivants à l'occasion de l'élaboration, la révision ou la modification d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) notamment à l'échelle intercommunale ce qui permet d'établir un véritable projet de territoire. L'ABF demeure un interlocuteur privilégié de l'autorité compétente en matière de PLU et de la commune concernée le cas échéant, dans le cadre de la création d'un périmètre délimité des abords.

L'article L. 621-30 du Code du Patrimoine prévoit que la protection au titre des abords s'applique aux « immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur ». La délimitation du périmètre doit donc permettre la constitution d'un ensemble cohérent avec le monument historique concerné ou assurer la conservation ou la mise en valeur du monument historique. La proposition de périmètre délimité des abords tient compte du contexte architectural, patrimonial, urbain ou paysager. Il est recommandé que le périmètre suive les limites physiques, lisibles dans le paysage, voire à défaut les limites parcellaires.

Les périmètres proposés s'inscrivent dans un contexte urbain, paysager et patrimonial cohérent de notre territoire. Les périmètres proposés sont les suivants :

- PDA du manoir de Barville-en-Lieuvin à Barville
- PDA de l'église et de l'ancien château du Bosc-Henry à Drucourt
- PDA de l'église de Duranville
- PDA de l'église et du calvaire d'Épreville-en-Lieuvin
- PDA de la grange de la Fortière à Épreville-en-Lieuvin
- PDA du manoir de Saint-Léger à La Lande-Saint-Léger
- PDA de l'église Sainte-Geneviève au Favril
- PDA de l'église Saint-Pierre à Martainville
- PDA de l'église de Noards
- PDA de l'église de Saint-Benoît-des-Ombres
- PDA du château de Launay à Saint-Georges-du-Vièvre
- PDA du manoir du Vièvre et de l'église Saint-Étienne à Saint-Étienne-l'Allier
- PDA de l'église de Saint-Grégoire-du-Vièvre
- PDA du manoir de la Vallaiserie à Saint-Germain-la-Campagne
- PDA du manoir du Grand-Feugueray à Saint-Germain-la-Campagne
- PDA du château de la Motte et du manoir de la Fromentière à Saint-Mards-de-Fresne
- PDA de la chapelle Saint-Firmin à Saint-Martin-Saint-Firmin
- PDA du Château de Thiberville

Les PDA sont créés par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France, après enquête publique et consultation du propriétaire du monument historique.

Lorsque le projet de PDA est instruit concomitamment à une procédure d'élaboration, de révision ou de modification du PLUi, une enquête publique unique est menée portant à la fois sur le projet de PLUi et sur le projet de PDA.

La CCLPA a engagé une procédure d'élaboration de son PLUi dont l'enquête publique est programmée à l'été 2026, à laquelle sera adjoint ce dossier d'élaboration des PDA.

A l'issue de l'enquête publique, les PDA seront soumis à approbation du Conseil communautaire d'ici la fin de l'année 2026. Enfin, son application sera soumise à la prise d'un arrêté du Préfet de Région.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2121-29 et L.5211-1 ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code du Patrimoine et notamment les articles L.621-30, L.621-31 et R.621-93;

Vu le projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) élaboré par l'Architecte des Bâtiments de France de l'Eure figurant dans les annexes de la présente délibération ;

Considérant que ce projet peut être soumis à l'enquête publique dans l'élaboration du PLUi en cours et permettra de singulariser les périmètres de protection actuels sur le territoire de la CCLPA ;

Il est demandé aux membres du Conseil communautaire de bien vouloir :

- DONNER leur accord sur le projet de Périmètres Délimités des Abords tels qu'annexés à la délibération ;
- SOUMETTRE le projet à l'enquête publique de l'élaboration du PLUi

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- DONNE son accord sur le projet de Périmètres Délimités des Abords tels qu'annexés à la délibération ;
- SOUMETTRE le projet à l'enquête publique de l'élaboration du PLUi.

Copie conforme au registre des délibérations dûment signé.

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président

  
E. LEROUX  
LIEUVIN PAYS d'AUGE  
27230 Thiberville

Envoyé en préfecture le 20/01/2026

Reçu en préfecture le 20/01/2026

Publié le



ID : 027-200066017-20260119-2026001-DE